

DU PRÉSIDENT

DE LA CORÉE DU SUD

perplexité sur les causes du drame et sur les intentions des successeurs du président Park. A Tokyo, le premier ministre japonais, M. Ohira, a envoyé un télégramme de condoléances à M. Choi, dans lequel il se dit « plongé dans la désolation ». « J'espère », ajoute-t-il, que la situation en Corée du Sud retrouvera rapidement sa normale, en dépit de cette tragédie. En raison de la censure militaire et de la loi

Des versions officielles remplies d'invéraisemblances et de contradictions

C'est à 10 h. 50, heure locale, (11 h. 50 heure française) le 26 octobre, que le général Park Chung-hee, président de la Corée du Sud, est tué par une balle tirée — selon la version officielle — par celui qui fut son plus proche ami, le chef de la G.I.A. sud-coréenne, M. Kim Jee-kyu, dans un moment de « trouble mental », sur le déroulement du drame, plusieurs explications, des contradictions. Les premières informations étaient venues de Washington où le département d'Etat avait annoncé un coup d'Etat au cours duquel le général Park avait été renversé et remplacé par son premier ministre, M. Choi Kyu-ha.

A Séoul, le porte-parole du gouvernement a tout d'abord déclaré, samedi matin, que le président Park avait été victime d'un « accident » et remplacé par M. Choi, nommé président de la République par intérim au cours d'une réunion extraordinaire tenue au palais-roi, du cabinet. Très vite, cette version était abandonnée et l'on faisait état d'une fusillade entre le chef de la G.I.A. et le chef des gardes du corps du président M. Che Jee-hui.

Selon le ministre de la culture et de l'information, M. Kim Seong-ho, le général Park et un certain nombre d'autres invités assistaient à un dîner donné vendredi soir dans des locaux de la G.I.A. dans le district de Kunglung-dong, proche du palais présidentiel, quand une altercation a éclaté entre M. Kim Jee-kyu et M. Che Jee-hui. M. Kim aurait alors ouvert le feu, « blessant mortellement le président, M. Che et quatre autres personnes », dont les noms n'ont pas encore été rendus publics. Interrogé par des journalistes sur la « version » officielle de cette prétendue « querelle », le ministre s'est borné à déclarer : « Je ne peux absolument rien dire de plus ».

Toutefois, d'autres sources gouvernementales sud-coréennes ont laissé entendre que le drame se serait déroulé à la Maison Bleue, résidence du chef de l'Etat, où « des coups de feu ont été entendus vers 10 h. 30 ». Enfin, une autre version soutient que le président a été tué « d'une balle perdue », dans un restaurant de la capitale. Il sera tenu environ deux heures pour que les autorités fournissent des réponses « précises » sur le mort du chef de l'Etat.

Le responsable de la télévision, M. Kim Jee-kyu, s'est immédiatement « constitué prisonnier », ou « été arrêté », selon les différentes versions, et a été conduit à la prison de la ville de Tegu et coïncide, en même temps, avec l'annonce officielle, en 1968, que le ministre s'est borné à déclarer : « Je ne peux absolument rien dire de plus ».

L'armée répondra à une provocation du Nord

La fidélité bien connue du chef des services spéciaux au président pour expliquer que, pour présenter les événements à l'opinion, il lui fallait dire d'un « accident » et d'une « altercation » dans laquelle le meurtrier aurait drôlement failli à abattre cinq personnes, mais « par erreur » le chef de l'Etat. Officiellement, en effet, il aurait seulement voulu attendre le commandant de la garde présidentielle qui lui a rendu certaines activités de la G.I.A.

La dépouille mortelle du président a été transportée dans la salle de réception de la Maison Bleue, dans l'attente des funérailles nationales. Les forces armées sud-coréennes ont été mises en état d'alerte. Le ministre de la défense, M. Ro Jee-byung, a publié un communiqué déclarant que l'Union soviétique avait une grande responsabilité dans le drame, et a même pris le soin de répondre à la question de la « provocation de la Corée du Nord ». Ce texte a été contresigné par les commandants des trois armées. Les chefs militaires ont aussi

Ces quarante-trois ministres sud-coréens sont bloqués au fond d'une mine de charbon par un incendie qui s'est déclaré ce samedi matin 27 octobre. L'incendie est sorti produit à Moonjongpo, à environ 150 kilomètres au sud-est de Séoul. Les sapeurs tentent d'éteindre l'incendie. On ignore s'il y a des victimes parmi les mineurs. — (A.F.P., Reuters)

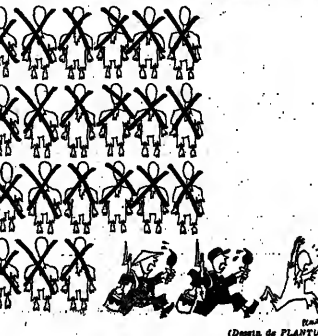
Cambodge

Phnom-Penh refuse l'acheminement de secours par voie terrestre proposé par des sénateurs américains

Le gouvernement de Phnom-Penh a refusé, vendredi 26 octobre, la proposition faite lors de leur visite par trois sénateurs américains qui avaient suggéré l'envoi au Cambodge, à partir de la Thaïlande, de convois de camions transportant 1000 tonnes de médicaments et de nourriture par jour.

L'agence officielle d'information cambodgienne S.P.K. cite un communiqué des autorités du Phnom-Penh pour lequel « ce plan » constitue un prétexte à ingérence impérialiste dans les affaires du peuple cambodgien.

A New-York, M. Kurt Waldheim a annoncé officiellement, le même jour, la convocation de la conférence « pour la mise en place d'un programme d'assistance humanitaire urgente au peuple du Kampuché », suggéré par la France (le Monde du 27 octobre). Le Cambodge serait représenté par des députés des « organisations de Croix-Rouge du gouvernement de Phnom-Penh et Khmer Rouge ». La secrétaire générale de l'ONU a estimé à 111 millions de dollars la somme nécessaire aux



(Dessin de PLANTU)

Pakistan

SUPPLICE EN H-FI

Bombay (A.F.P., Reuters, U.P.I.). Des Pakistanais surpris par la police dans une maison close ont été condamnés sur-le-champ par un tribunal militaire au fust et à un an d'emprisonnement « pour vie ». Les respectueux à tout prix des lois, affirmant qu'ils avaient fait d'abord leur devoir et qu'un tentait d'abuser d'eux quand la police était « malheureusement » arrivée.

La flogellation s'est déroulée sur un trottoir, devant une cour de la prison, dans un terrain vague de la ville.

Des militaires pakistanais placés sous le régime de l'extrême, le régime des baguettes et les cris de « Allah Akbar » ont été entendus à la prison de la ville de Lahore. Les soldats ont été transportés sur des chariots.

Les flogellations s'est déroulée dans le cadre d'un mouvement répressif lancé par le gouvernement pour les trafiquants d'opium, de drogues, les prostituées, les voleurs et les autres malfaiteurs depuis l'instauration de la loi martiale et de l'extrême, il y a une semaine.

Chine

DES MUTINIELS CHINOIS A LA MERQUE. — Le gouvernement chinois a accepté l'ouverture d'un dialogue avec les forces armées de la région de la mer de Chine (le Monde du 27 octobre). Les forces armées de la région de la mer de Chine ont été informées que le gouvernement chinois avait accepté l'ouverture d'un dialogue avec elles. Les forces armées de la région de la mer de Chine ont été informées que le gouvernement chinois avait accepté l'ouverture d'un dialogue avec elles.

PROCHE-ORIENT

Israël

APRÈS LA DÉMISSION DE M. DAYAN

M. Sharon menace de quitter à son tour le gouvernement

de notre correspondant

Jérusalem. — M. Dayan a présenté sa démission à l'Assemblée du gouvernement qu'il vient de quitter. Dans le même temps, le ministre israélien des Affaires étrangères a déclaré que le cabinet de M. Begin avait modifié sa décision de démissionner le 10 octobre dernier. M. Sharon a maintenu sa position favorable à des négociations et qu'il faudrait trouver un moyen d'éviter à l'avenir les recours de propriétaires arabes à la Cour suprême.

Les propos de M. Sharon ont soulevé un tollé général, même dans les rangs de la coalition. Le mouvement des jeunes du parti libéral (l'un des formations du Likoud) a voté la démission du ministre.

Pendant ce temps, M. Begin a déclaré que le « régime » de son cabinet, en cherchant un impossible équilibre entre les différentes tendances de la coalition, il n'est pas seulement de trouver un successeur à M. Dayan, mais aussi de procéder à un remaniement partiel qui permette le « déplacement » de M. Shimon Peres, dont une partie de la majorité ne veut plus comme ministre des Finances. Pour ce faire, on a avancé le jour suivant le nom de M. Yitzhak Mordechai, qui a été nommé ministre des Finances. M. Dayan a déclaré qu'il avait démissionné et qu'il ne se sentait pas en mesure de continuer. M. Dayan a déclaré qu'il avait démissionné et qu'il ne se sentait pas en mesure de continuer. M. Dayan a déclaré qu'il avait démissionné et qu'il ne se sentait pas en mesure de continuer.

Iran

Plusieurs millions de personnes manifestent leur solidarité à l'Iman Khomeiny

Plusieurs millions de personnes — dont plusieurs centaines de milliers à Téhéran — ont manifesté leur solidarité à l'Iman Khomeiny, le chef de la révolution iranienne, lors de sa visite à la capitale. Les manifestants ont brandi des drapeaux et ont chanté des slogans en l'honneur de l'Iman Khomeiny. Les manifestants ont brandi des drapeaux et ont chanté des slogans en l'honneur de l'Iman Khomeiny.

L'U.R.S.S. pour sa part, paraît intensifier son soutien à la cause iranienne, prenant soin de requiescences en faveur de la révolution iranienne. L'U.R.S.S. pour sa part, paraît intensifier son soutien à la cause iranienne, prenant soin de requiescences en faveur de la révolution iranienne.

Liban

A Beyrouth-Ouest

CINQ PERSONNES SONT TUÉES A LA SUITE DE L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE

Beyrouth (A.F.P.). — Cinq personnes ont été tuées et sept blessées lors d'une explosion d'une voiture piégée, samedi 27 octobre, à Beyrouth-Ouest. Les victimes ont été tuées par les débris de la voiture qui a explosé. Les victimes ont été tuées par les débris de la voiture qui a explosé.

troisi

In «Land»

et autres de la guerre

D... ..
... ..
... ..
... ..

... respect du statut unique...

... 9 accués, mais dont les
accusés sont choisis par leur
accusant; une ville sainte...

100 - 220 gr. mals effectués
100 - 220 gr. mals effectués
100 - 220 gr. mals effectués

Les quelques renseignements sur
la vie privée ont été obtenus
grâce à des sources, qui ont été
identifiées, mais qui ne sont pas
identifiées.

de plus en plus courtoisement les soldats
des plus grandes armées du
monde. Je pourrais dans ces

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1

Point de contact: le plus intime
des contacts de l'Union Soviétique

Le premier champ de bataille de la guerre mondiale avait de nouveau

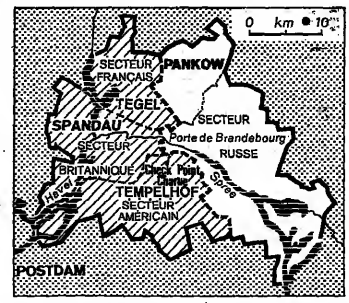
1975 Transition to primary in
Congo - L'Académie Est-Ouest
de l'Enseignement Supérieur

tionement par décret, en ve-
nant des édifices politico-straté-
gique de l'Atlantique à l'Océan, et

هكذا من الأصل.

BERLIN-ouest

troisième Allemagne



Ce n'est pas la moindre originalité de cette « troisième Allemagne » — par tant d'aspects, la première, — qui se considère un peu comme une île de liberté perdue dans les eaux territoriales soviétiques, mais qui ne désespère pas de jouer enfin, après le rôle de pomme de discorde, celui de trait d'union.

BERLIN. Il est sans doute peu de villes au monde dont l'histoire soit si riche et si mouvementée. Non évoque davantage, tout à la fois, le souvenir d'un brillant passé, les années noires de la guerre et les déchirements de la « paix armée » dont elle est le plus frappant exemple. Aujourd'hui coupée en deux, l'ancienne capitale du Reich est divisée en deux villes, deux entités géographiques et politiques du même nom, qui se garantissent, à l'égard du régime du rive trentenaire de réconciliation, une certaine indépendance, le symbole et la vitrine de deux mondes qui s'observent de chaque côté du « mur ».

Si Berlin, dans la terminologie officielle du régime de la R.D.A. - Berlin, Hauptstadt der D.D.R. - Berlin, capitale de la République démocratique allemande -, la moitié occidentale de la ville, elle, continue d'occuper une place à la fois marginale et centrale dans la vie politique et économique de la République fédérale.

entière, elle est toujours occupée par des soldats étrangers, sous leurs ordres, réarmés comme des protestants, les comme des envahisseurs, elle est encadrée par l'Autre - l'Etat allemand - et pourtant elle est traditionnellement présentée en R.F.A. comme la ville la plus importante par la population, la superficie, la puissance économique, le rayonnement culturel... Elle est, en fait, le plus bellement démentie par ce visiteur que M. Giscard d'Estaing doit y faire lundi 29 octobre sera la première d'un chef d'Etat français depuis Napoléon que les autorités auto-berlinoises - et, en-dehors, celles de la R.F.A. - ont fait venir à l'Etat pour lui offrir un dîner d'adieu, dix-huit très bref! du président de la République dans l'ancienne capitale. C'est aussi parce que Boris-Uss ne manque jamais l'occasion d'appeler à ses occupants qu'elle les regarde

Un « Land » occupé, div

DE tous les sillons de la guerre mondiale, des quatre puissances qui gèrèrent des responsabilités en Allemagne, aucune ne vitelle avec plus de vigilance que la France eu respect du statut de la ville. Elle fut la seule à ne pas avoir d'une ville occupée, mais dont les occupants sont choyés par ceux qu'ils occupent; une ville unifiée sur le papier, mais affectivement coupée en deux; une ville n'appartenant théoriquement à aucune des deux puissances, mais qui est en fait dans chaque moitié est imbriquée dans chacune d'elles; une ville où se côtoient courtoisement les soldats des deux plus grandes armées du monde, incorporées dans des alliances rivales; une ville qui paie cher d'avoir été un symbole dont on ne se souvient plus, et qui est encore quelque simplification.

par MAURICE DELARUE

La loi fondamentale de la R.F.A. (qui est toujours sa Constitution) énumère les Länder (régions fédérales) ou les états d'appellation. Ce sont uniquement ceux des zones occidentales, à l'exclusion des secteurs berlinois. Le 12 mai, les gouverneurs militaires des trois zones président au Conseil parlementaire, qui vient d'adopter la loi, qu'ils l'interprètent comme signifiant que Berlin « ne peut pas envoyer de représentants ayant droit de vote au *Parlement fédéral* », Berlin « éjectent-ils » peut cependant (...) désigner un petit nombre de représentants à participer aux réunions des corps *Militaire* de la R.F.A. Les Institutions de Berlin-Ouest désigneront vingt-deux observateurs au Bundestag de Bonn.

DEPUIS la fin de la guerre, Berlin-Ouest n'a pas sou-

par JEAN WETZ

Reich — ses secteurs occidentaux du moins — tendait toujours à jouer le rôle d'un « poste avancé » de la « liberté », pour ne pas dire d'une base de propagande dirigée contre les pays de l'Europe orientale. Certains reprochaient même au chef du gouvernement berlinois de se considérer comme un deuxième ministre des affaires étrangères de la République fédérale, et de vouloir faire de la politique mondiale plutôt que de s'occuper simplement de la sécurité des matériels et de la sécurité des Berlinois.

Point de contact le plus intime des deux parties de l'Europe, Berlin fut le dernier champ de bataille de la guerre mondiale avant de devenir sans transition le premier d'une guerre froide. L'équilibre Est-Ouest qui s'est finalement établi passe nécessairement par Berlin, clé de voûte d'un édifice politique et stratégique de l'Allemagne à l'Occident et même asiatique. L'Europe se touche à Berlin, que l'on ignore une virgule de son statut, tout l'édifice est ébranlé et la fragile équilibre européen menacé.

Berlin est d'abord une ville occupée. Les accords sur l'occupation de l'Allemagne, conclus par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et

aujourd'hui abarrant que les garni-
sons occidentales soient encerclées
par l'armée rouge. Pendant l'agonie
de l'Allemagne nazie, cependant,
cette armée allemande sautait pas aux
nuages. Les officiers, en particulier,
n'imaginaient pas que leurs
hommes s'élanceraient en Europe
pour se battre de résoudre « la pro-
blématique allemande ». Ils s'occu-
peraient chez soi. L'affaire de
quelques mois. Aussi, après la
conclusion du gouvernement d'
Hitler, les Quatre tenaient d'admi-
nistrer conjointement l'ensemble d'un
territoire allemand à partir d'un
conseil de contrôle, et, pour la
zone de Grand-Berlin, d'une Kommandantur,
séparant l'un et l'autre dans la
capitale.

tion déclarant que « Berlin est un Land allemand » (article 17), et que « Berlin est un Land de la République fédérale d'Allemagne » (article 2). Mais les commandants occidentaux rejettent ce dernier article. Ils n'en autorisent pas moins les institutions berlinoises à appliquer la législation fédérale par des décisions spécifiques. Berlin-Ouest est également inclus dans le champ d'application des accords internationaux signés par la RFA, à condition que les commandants en chef, après examen cas par cas, n'y laissent pas objection.

Ces « droits réservés » des trois puissances occupantes sur Berlin seront réaffirmés en toute occasion, notamment lors de la conclusion des

Qu'elle définition les dirigeants de Berlin-Ouest donnent-ils eux-mêmes de leur cité ? Pour sa part, M. Linder, adjoint libéral au bourgmestre régnant, refuse d'entrer dans cette « valis des étiquettes » : « Nous ne sommes plus à la recherche de slogans », dit-il en nous reconduisant à l'hôtel de ville de Schöneberg — siège du gouvernement, — où retentit chaque jour la « cloche de la liberté » offerte par le peuple américain. *Nous nous efforçons plutôt*, ajoute M. Linder, *de rendre notre cité bien*

Toujours est-il qu'on ne sent

Une confiance nouvelle

Avec une loquable objectivité, M. Linder conteste une analyse assez désolatoire pour le parti ouvrier, mais qui n'est pas sans avoir le mérite de la franchise. Il a vu le départ de M. Schmitz, remplacé par D. Dietrich Stobbe, également S.P.D., n'était pas vraiment une révélation : à la fin de la dernière législature, depuis que A. Boen, on ne le nomme plus à tort dans l'ancienne capitale un *terroir d'aristocrate*, De leur côté, les industriels socialistes ont été accusés d'un développement de la vie dépendant d'un retour au calme et à la stabilité. Ainsi, le changement qui a été opéré par le nouveau gouvernement, on le dirait au moins, n'est que le renouveau d'un berlesino ann-4-1 seulement consacré une évolution déjà en cours. La rémission ayant, d'autre part, permis, ou même succédé vers 1877, l'installation de M. Stobbe au poste de bourgmestre-régnant avait été précédée de la *signal* et retour

Ce régime, déjà plus an plus illu-
soria, dura moins de trois ans.
En 1943, les alliés débarquèrent
sur la côte de France. Les Allemands
ont depuis longtemps rivaux, voire
adversaires, lui sont, entre autres,
incapables de s'entendre sur l'envi-
ronnement. L'Allemagne n'a pas
ses mesures économiques les plus
urgentes, dans un pays ruiné, en
proie à une infection globale.
L'Allemagne n'a pas ses alliés
Britanniques, qui, depuis un an, ont
créé une « bizonie » économique
(à laquelle la zone française sera
rattachée en 1947). Un
gouvernement) où les Allemands
retrouvent un rôle. Le 10 mars,
les Soviétiques décident aussi leur
participation à l'Allemagne.
A partir du 20 mars, le boycottent
le conseil de contrôle, et le 16 juin
le Kommandantur. Le 19 juin, l'Union
d'avait obtenu l'accord de la S.S.
pour la mise en place de la loi de

cher du 25 juin 1946, il avait vainement revendiqué le « droit d'accès à toutes les routes » vers l'ouest. Les Soviétiques avaient refusé d'accepter aux zoni des aéroports dans les zones occidentales. Il avait fini par accepter, « à titre provisoire », l'adhésion à l'usage des Occidentaux d'une « route principale » vers l'ouest, d'une voie ferrée et de communications aériennes. Mais, au cours de cette réunion « très établie », le commandant en chef soviétique avait déclaré : « L'adhésion à la République de ce statu quo est la seule solution possible ».

À Paris, l'interminable conférence du palais Rose n'aboutit à rien, mais elle avait rapproché les alliés occidentaux de « leurs » Allemands. Le 27 juin, les représentants de la signature de l'accord de New-York, officiellement la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) avec la banquette de Londres, de Paris et de la Washington.

mettant fin à l'occupation de l'Allemagne occidentale. Au accordant l'indépendance à la Prusse, et en haussant les conditions de son rattachement. Ainsi se trouve exclue de Berlin-Ouest la présence de la nouvelle République fédérale.

Foecé à la R.F.A., F.U.R.R.S. est installé dans sa zone la R.D.A., la République démocratique allemande (R.D.A.).

« Berlin », comme capitale, se donne « Berlin » comme capitale, bien que les institutions est-allemandes n'aussent effectivement qu'un statut de « capitale » soviétique. Elles évitent d'être de rompre juridiquement avec la quadripartite. Ainsi, pendant trois ans, les institutions est-allemandes berlinoises à la Chambre du peuple de la R.D.A. seront (comme les observateurs berlinois au Bundesrat) envoyés non pas deux mois désignés par la municipalité de Berlin-Est.

(Lire la suite page 6.).

résultats n'est pas douteux. Pour qui n'est pas revenu à Berlin depuis quelques années, le contraste est frappant. Le « positioner » s'écroule, qui avait fait la vie des secteurs occidentaux.

Controverse

La complexité du statut juridique de Berlin est apparue de façon très concrète au printemps dernier lorsque les autorités américaines ont dû faire séjournier pour la première fois la United States Court for Berlin. Il s'agissait de juger un citoyen est-allemand qui avait eu choisi la liberté à son départ vers les États-Unis, mais qui avait épousé une polonaise. Les citoyens de la ville acceptent, bien entendu, les clauses constitutionnelles de la R.F.A., affirmant que chacun a droit à la liberté. On fait, le pré-

LE MYTHE PRUSSIEN

Le blocus soviétique sur l'océan, si les Occidentaux n'osent pas forcer les barrages, les Soviétiques ont le moyen de faire passer leurs avions du port aérien mis en place avec beaucoup d'efforts par les avions américains. Les avions américains, certains jours, il en entrera tous les soixante-trois à descendre à l'aéroport de Berlin-Ouest, et les avions américains, *Staline* jure l'après-midi le 1^{er} septembre 1948. Le 4 mai, un accident d'avion américain, un avion américain U.S.S., et les trois occidentaux. "Toutes les restrictions imposées par les Soviétiques à l'aviation américaine le 1^{er} mai 1948" (des troupes avaient précédé le blocus) au début de l'été 1948, les avions occidentaux sont levés, moyennant le rapatrier, par les quatre ministres des affaires étrangères, les quatre ministres à Paris, des questions relatives à l'Allemagne, et de la « situation à Berlin » à compléter le cadre de la mission.

Cet épisode a révélé aux Occidentaux que les Soviétiques ne pouvaient pas empêcher les avions occidentaux de venir au secours ne garantit leur liberté d'accès à Berlin. Dans ses Mémoires, le général *Giulio* raconte comment, en 1948, les avions occidentaux ont pu continuer à voler vers Berlin-Ouest.

[illegible][illegible][illegible]

Les écologistes

Seules, avait-elle vu fuir sa population, enregistré aujourd'hui un mouvement d'immigration. Le niveau des investissements est comparable à celui de la République fédérale, ainsi, d'ailleurs, que le taux de chômage. A Berlin-Ouest, comme en Allemagne occidentale, le problème est plutôt de trouver suffisamment d'ouvriers qualifiés.

Quant au tourisme, il connaît

[Illegible text]

[illegible]

Les dejeuners d'affaires se font aussi
Au Vieux Berlin
Le soir, dîner aux chandelles, piano.
32, avenue George-V 75008 Paris
Tél. 720.88.96 - Fermé le dimanche

Le plus grand foyer culturel de l'histoire allemande

Il serait téméraire de vouloir tracer en quelques lignes l'histoire culturelle de Berlin. L'ancienne capitale de l'Allemagne, dont on parle pour la première fois vers 1240, a été à travers les siècles le théâtre de courants de pensée divers, qui, peu à peu, ont abouti à une certaine « explosion » à partir du dix-huitième siècle. De tout temps, Berlin a exercé une fascination particulière sur les intellectuels et artistes des autres villes allemandes. Elle devint rapidement la ville européenne par excellence, à laquelle Goethe et Schiller s'adressaient par leurs lettres (bien que leurs séjours fussent de courte durée, car ils préféraient le climat plus tranquille de Dresde ou de Weimar).

Lorsque Leibniz créa, en 1700, l'Académie des sciences, Berlin commença alors, pour elle-même comme pour l'Allemagne, à développer des règles d'un style intellectuel européen, ce qu'on appela plus tard l'esprit berlinois. Mais le « Soldat-König » Frédéric-Guillaume I^{er} ne manifestait guère de pen-

chant pour tout ce qui touchait de près ou de loin à l'art et aux sciences nouvelles. Entre son fils Frédéric, l'héritier du trône, et lui, éclata un grave conflit. Et c'est grâce à la présence de la colonie française que le futur souverain fit la connaissance de Voltaire, qui devint, peu après, le « roi spirituel » de Berlin.

À côté de Leibniz, un écrivain de renom, Gotthold Ephraim Lessing, dont la comédie *Minna von Barnhelm* se joue toujours, marque la vie intellectuelle de cette époque, et intense et si féconde qu'un contemporain écrivait vers la fin du XVIII^e : « C'est de Berlin que la liberté de penser s'est propagée dans tous les autres États allemands ».

C'est aussi dans ces mêmes années que le grand « Sturm und Drang » de son fils le poète Goethe, entreprit un vaste programme de construction de châteaux, résidences et hôtels particuliers dont le plus grand nombre ont été, hélas, détruits pendant la dernière guerre, ou se trouvent maintenant à Berlin-Berchdahl, architecte baroque.

marque considérablement par son style l'architecture de son époque. Dans le même temps, la vie musicale connaît un développement tel que l'on disait, vers 1780 : « Si la musique est quelque part chez elle, alors c'est à Berlin ». Le *Singspiel*, la première chorale grandiose, vit le jour ici, et trouva des adeptes partout en Allemagne. On redécouvrit les chansons populaires, qu'on ne cessait d'écouter. C'est de ces travaux que Franz Schubert tira pour un grand nombre de ses lieder.

A l'opéra, l'engagement était total pour les œuvres italiennes, mais le *Singspiel* allemand prit des contours toujours plus précis. En 1811, le premier opéra vraiment allemand, le *Freischütz*, de Carl Maria von Weber, fut créé à Berlin. Aujourd'hui encore, la vie musicale de Berlin est particulièrement riche, et le public très connaisseur et exigeant. L'orchestre philharmonique, sous la baguette de Herbert von Karajan, poursuit magistralement une tradition ininterrompue depuis des siècles.

Mais l'esprit critique, comme la pensée libre, qui caractérisent Berlin, trouvent avec la mort de Frédéric II, en 1788, une fin provisoire. Romances, préface la foi et l'amour, contre la pensée et le savoir de Voltaire. Pourtant, c'est dans ces années que naissent un grand nombre de cercles littéraires. Et si, cinquante années après,

les femmes n'avaient guère joué de rôle dans la vie berlinoise, elles devraient ensuite affirmer avec force leur présence. Catherine von Humboldt, la femme de Wilhelm, qui tenait un important salon littéraire, devint l'épouse du romantisme allemand. Le théâtre connut également un développement rapide, qui ne passa pas à lui donner un rôle de tout premier plan dans la vie culturelle allemande. Et point seulement culturelle, d'ailleurs : en ce siècle de monarchie absolue, une certaine critique ne fut possible que sur les planches des théâtres. C'est son *Bericht*, une des premières pièces de Goethe, fut jouée ici pour la première fois.

Parallèlement, Hoffmann, Rahel Levin Varnhagen, Bettina von Armin et Clemens Brentano, ne nommer qu'un créateur, et défendirent une nouvelle vision du monde : le romantisme allemand. Le *Prince de Homburg*, de Heinrich von Kleist, sera salué comme une œuvre maîtresse de cette nouvelle école. Le développement de la vie intellectuelle de Berlin de ces années fut la création de l'université par Wilhelm von Humboldt, en 1810. Mais quelques années auparavant, un professeur de Göttingen s'était déjà : « Dans toute l'Allemagne, on ne peut pas étudier sans bien les langues mortes ou anciennes que les sciences, et parfois leur savoir-être tout en clarifiant leur façon de penser ».

et de cabaret. Berthold Brecht, avec son ami Kurt Weill, crée un style qui continue d'exercer son influence à travers le monde. Mais si Brecht est avant tout écrivain, des hommes comme Max Reinhardt, puis Gustaf Gründgens, ont des réalisations scéniques souvent intégrales. Sur la scène lyrique, règne alors un « géant » : Wilhelm Furtwängler, qui conduisit l'orchestre philharmonique de Berlin à des sommets. Depuis que le cinéma a trouvé une voix, la U.F.A., grande machine de production allemande, dicte ses lois à presque toute entreprise cinématographique nationale. Elle ne survit pas à la destruction guerre mondiale.

Parallèlement, Brecht, il faut citer Gottfried Benn, autre fils-père berlinois, qui forma avec Georg Heym et Else Lasker-Schüler, entre autres, le mouvement expressionniste dans la littérature, et surtout Kurt Tscholakowski, observateur aiguisé et critique de son temps, qui mourut si tragiquement en terre étrangère.

La mort de ces grands noms pour



« Gravure de Heinrich Heine, Berlin-Museum ».

regne et finalement leur chute firent de Berlin une ville moderne européenne. La scène n'appartient pas encore à l'histoire, mais au présent. Il est vrai qu'à Berlin, l'art et l'histoire se sont toujours confondus : l'histoire de Berlin est avant tout ce que la vie quotidienne de ses habitants l'ont faite.

MANFRED DICKEL.

Berlin, un centre d'achats avantageux également pour vous

Riez-vous déjà en relation avec des puissantes entreprises de Berlin ? Pas encore ? Au fond, pourquoi pas ? Créez-vous qu'il y ait trop de difficultés, de formalités compliquées ? Il n'en est rien. Rien de plus simple. Surtout parce que nous mettons notre expérience, notre organisation à votre service.

Bien entendu : GRATUITÉMENT.

Faites un appel : vous avez convalescences, 50 listes de produits et de fournisseurs se trouvent à votre disposition :

Berlin vous offre :

- 1/7 Motocars et génératrices électriques, transformateurs et redresseurs pour usines
- 2/7 Appareils de comptage à base thermique
- 3/7 Piles et condensateurs isolés, câbles et armatures pour câbles
- 4/7 Appareils d'éclairage pour usines et bâtiments
- 5/7 Appareils électriques de mesure, d'essai et de réglage
- 6/7 Machines à papier et machines à l'écriture
- 7/7 Pompes et composants pour usines et de transport
- 8/7 Techniques de bureau et d'informations
- 9/7 Techniques médicales
- 10/7 Matériel dentaire
- 11/7 Matériel de laboratoire et de chimie
- 12/7 Appareils d'optique et de microscopie
- 13/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 14/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 15/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 16/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 17/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 18/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 19/7 Piles et condensateurs d'automobiles
- 20/7 Piles et condensateurs d'automobiles

BAO
Berliner Absatz-Organisation

Hardenbergstr. 16-18, D-1000 Berlin 12 Tél. (030) 3180-1
Télex 1 83 663 Itabab D

Berliner Bank – plus qu'une banque régionale allemande

Urbanité – cela veut dire, à Berlin comme à Paris, regarder au-delà des limites de la ville. C'est pourquoi la Berliner Bank est plus qu'une banque pour les Berlinoises.

En tant que grande banque régionale dont le siège et la direction se trouvent à Berlin, la Berliner Bank entretient des relations avec un grand nombre d'entreprises réputées de l'industrie allemande, du commerce ainsi que des milieux bancaires et d'assurances internationaux. Grâce à un réseau serré de correspondants la Berliner Bank dispose de contacts excellents dans le monde entier.

Qu'il s'agisse d'affaires nationales ou internationales – les experts de la Berliner Bank à Berlin, Francfort, Hambourg et au Luxembourg connaissent tous les problèmes de financement auxquels leurs clients peuvent se voir confrontés. Ils trouvent toujours des solutions appropriées, professionnelles et rapides.

Car ce n'est pas pour rien que l'on dit que la Berliner Bank est la banque avec laquelle on peut s'entendre.

A Berlin : Berliner Bank AG
Hardenbergstr. 32
D-1000 Berlin 12
A Francfort : Berliner Bank AG
Succursale Francfort
Bockenheimer Anlage 2
D-6000 Frankfurt/Main 1

BERLINER BANK
AKTIENGESELLSCHAFT

A Hambourg : Bankgesellschaft Hamburg
Joh. Schubeck & Fils
Moentendam 5
D-2000 Hamburg 11
Au Luxembourg : Berliner Bank
International S.A.
50, Route d'Esch
L-Luxembourg

Berliner Bank – mehr als eine deutsche Regionalbank

Urbanität heißt in Berlin – wie in Paris – über die Grenzen der Stadt hinauszuschauen. Deshalb ist die Berliner Bank auch mehr als eine Bank für die Berliner.

Als große deutsche Regionalbank mit Sitz und Geschäftsleitung in Berlin arbeitet die Berliner Bank mit einer Vielzahl großer Namen der deutschen Industrie, des Handels sowie des internationalen Bank- und Versicherungswesens zusammen. Durch ihr dichtes Korrespondentennetz verfügt die Berliner Bank über hervorragende Verbindungen in aller Welt. Inlandsgeschäft oder internationales Geschäft – die Experten der Berliner Bank in Berlin, Frankfurt, Hamburg und Luxemburg kennen alle Finanzierungsprobleme, die auf ihre Kunden zukommen können. Sie werden stets individuell, fachkundig und schnell gelöst.

Dem nicht unsonst heißt es von der Berliner Bank, sie sei die Bank, mit der man reden kann.

LES FESTIVALS DE BERLIN 1980

META 4
du 20 janvier au 3 février
Machines de musique/Harry Partch

INTERNATIONALE
FILMFESTSPIELE BERLIN
Festival International du Film
du 18 au 29 février

THEATERTREFFEN BERLIN
Rencontres théâtrales du 3 au 22 mai

INTERNATIONALE
SOMMERFESTSPIELE BERLIN
Festival International d'été
du 11 juillet au 2 août

30. BERLINER FESTWOCHE
30ème Festival culturel
du 2 septembre au 6 octobre

BERLINER JAZZTAGE
Journées du Jazz du 4 au 9 novembre

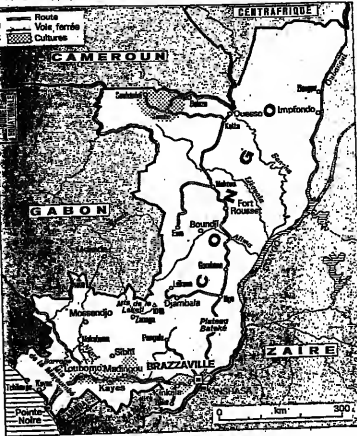
Informations
Berliner Festspiele GmbH
Budapester Str. 48 · D-1000 Berlin 30

AFRIQUE

République populaire du Congo

Le président Sassou-Nguesso fait une visite de travail en France

Le colonel Denis Sassou-Nguesso, président de la République populaire du Congo, est attendu dimanche 28 octobre, dans la soirée, pour une visite de travail de quatre jours en France. Arrivé au moment où M. Giscard d'Estaing, ministre de la Défense, et M. François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, M. Sassou-Nguesso est attendu à l'aéroport de Paris-Maillot, où il sera reçu par le général de Gaulle, chef de l'Etat, et par le président de la République, M. Giscard d'Estaing.



Située en Afrique centrale, entre la République centrafricaine, la Gabon, l'Angola et le Zaïre, la République populaire du Congo dispose d'une situation géographique privilégiée. Elle est traversée par l'équateur et possède une vaste étendue de terres agricoles. Le pays est riche en ressources minières, notamment en uranium, en pétrole et en diamants. La capitale, Brazzaville, est située sur la rive gauche du fleuve Congo.

Portrait L'héritier de Nguoubi

Le colonel Sassou Nguesso, âgé de trente ans, est le fils aîné du général Nguoubi. Il a été nommé à la tête du régime en 1979, après la mort de son père. Il a hérité d'un régime militaire et autoritaire. Son père, le général Nguoubi, avait dirigé le Congo pendant plusieurs années. Le colonel Sassou Nguesso a continué la politique de son père, en maintenant le régime militaire et en poursuivant les réformes économiques.

Le président de la République populaire du Congo, le colonel Sassou Nguesso, recevra à Paris, le 28 octobre, le général de Gaulle, chef de l'Etat, et le président de la République, M. Giscard d'Estaing.

KARL STEINER S.P.A. 28, VIA GALLIANO 20051 LIMBIATE (MILANO) Italie. Prestations entreprises et travaux de construction, de rénovation, de décoration, de peinture, de plâtrerie, de menuiserie, de serrurerie, de chauffage, de climatisation, de ventilation, de plomberie, d'électricité, de téléphonie, de sécurité, de nettoyage, de jardinage, de paysagisme, de travaux publics, de génie civil, de génie mécanique, de génie électrique, de génie chimique, de génie des procédés, de génie des matériaux, de génie des transports, de génie des télécommunications, de génie des énergies renouvelables, de génie des ressources humaines, de génie des affaires internationales, de génie des langues, de génie des cultures, de génie des arts, de génie des lettres, de génie des sciences, de génie des technologies, de génie des innovations, de génie des créations, de génie des inventions, de génie des découvertes, de génie des connaissances, de génie des savoirs, de génie des compétences, de génie des talents, de génie des esprits, de génie des âmes, de génie des corps, de génie des esprits, de génie des âmes, de génie des corps.

L'envoi de plusieurs centaines d'enfants congolais à Cuba

LE DÉPART DE CERTAINS DES « STAGIAIRES » AURAIT EU LIEU CONTRE LE GRÉ DES PARENTS.

Si cent enfants congolais, de huit à seize ans, sélectionnés par le régime de Brazzaville, ont été récemment envoyés à Cuba pour y recevoir une formation susceptible d'en faire la « future élite dirigeante du pays », à Paris, des sources officielles indiquent que, en apprenant la destination de leurs enfants, des parents ont tenté d'interdire le départ. Les forces de sécurité les ont empêchés de quitter le pays.

Depuis plusieurs années, Cuba envoie des « stagiaires » en Afrique. Ces jeunes sont envoyés pour recevoir une formation politique et militaire. Ils sont considérés comme la future élite du pays. Cependant, les parents ont souvent des réserves quant à l'envoi de leurs enfants à l'étranger, car ils craignent que les enfants ne soient recrutés par les services de renseignement étrangers.

Selon les dirigeants qui ont refusé la mission, la formation politique et militaire donnée à ces jeunes est destinée à les préparer à devenir des cadres du régime. Ils sont envoyés à Cuba pour recevoir une formation intensive en matière de politique, de stratégie et de tactique.

à travers le monde

Birmanie

LE GENERAL NE WIN, chef de l'Etat birman, a effectué une visite officielle en Inde du 24 au 26 octobre. (A.F.P.)

Irak

PROCLAMATION DE COMPTES ENTRE KURDES IRAKIENS. Trois responsables du Kurdistan irakien ont été arrêtés par le régime de Bagdad. Ils sont accusés de trahison et de collaboration avec les forces étrangères.

Pays-Bas

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS a décidé de porter de 900 à 1200 millions la limite de ses contributions à l'Organisation pour la paix. Cette décision a été prise à la suite d'une réunion du Conseil de l'Organisation.

Yémen du Sud

UN TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION a été signé entre le Yémen du Sud et la République démocratique du Yémen. Le traité vise à renforcer les liens entre les deux pays et à promouvoir la coopération économique et culturelle.

Republique Dominicaine

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE, JOSE BALBUENA, a été élu à la présidence de la République. Il a été élu à la suite d'élections libres et démocratiques.

Somalie LA VISITE DE M. OLIVIER STIRN

Les relations entre Paris et Mogadiscio se sont sensiblement améliorées

Mogadiscio. — Les relations entre la Somalie et la France, déstabilisées de l'irruption de Djibouti, se sont sensiblement améliorées. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a effectué une visite à Mogadiscio du 24 au 26 octobre. Cette visite a permis de clarifier les positions des deux pays et de rétablir le dialogue.

De notre envoyé spécial. Les relations entre la Somalie et la France ont connu une phase difficile ces dernières années. Cependant, la visite de M. Olivier Stirn à Mogadiscio marque un tournant positif. Les deux pays ont convenu de travailler ensemble pour résoudre les problèmes régionaux.

M. Stirn a rencontré le président somalien, Siyad Barre, et a discuté avec lui des questions de coopération économique et culturelle. Il a également rencontré des responsables militaires et politiques somaliens.

Pas de preuve formelle

A Washington, le département d'Etat, qui avait été à l'origine de la demande d'information, a refusé de fournir des preuves formelles de la présence de troupes américaines en Somalie.

Zimbabwe-Rhodésie

REJETÉ LE PLAN BRITANNIQUE

Le Front politique maintient son exigence de voir l'ONU superviser la période de transition avant l'indépendance

De notre correspondant. Le mouvement de libération du Zimbabwe, le Front politique, a rejeté le plan britannique pour la transition vers l'indépendance. Le Front exige que l'Organisation des Nations unies supervise la période de transition.

Turquie

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE (Gençler Partisi) a élu à la présidence du parti, M. Süleyman Demirel. Ce dernier a été élu à la suite d'élections internes au parti.

Yémen du Sud

UN TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION a été signé entre le Yémen du Sud et la République démocratique du Yémen. Le traité vise à renforcer les liens entre les deux pays et à promouvoir la coopération économique et culturelle.

Les relations entre la Somalie et la France ont connu une phase difficile ces dernières années. Cependant, la visite de M. Olivier Stirn à Mogadiscio marque un tournant positif. Les deux pays ont convenu de travailler ensemble pour résoudre les problèmes régionaux.

République Sud-Africaine

L'Assemblée générale des Nations unies demande une enquête sur l'expérimentation nucléaire à laquelle se serait livrée Pretoria

L'Assemblée générale des Nations unies a demandé une enquête sur l'expérimentation nucléaire à laquelle se serait livrée Pretoria. L'enquête vise à déterminer si l'Afrique du Sud a effectué des essais nucléaires sans déclarer.

Pas de preuve formelle

A Washington, le département d'Etat, qui avait été à l'origine de la demande d'information, a refusé de fournir des preuves formelles de la présence de troupes américaines en Somalie.

Zimbabwe-Rhodésie

REJETÉ LE PLAN BRITANNIQUE

Le Front politique maintient son exigence de voir l'ONU superviser la période de transition avant l'indépendance

De notre correspondant. Le mouvement de libération du Zimbabwe, le Front politique, a rejeté le plan britannique pour la transition vers l'indépendance. Le Front exige que l'Organisation des Nations unies supervise la période de transition.

Turquie

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE (Gençler Partisi) a élu à la présidence du parti, M. Süleyman Demirel. Ce dernier a été élu à la suite d'élections internes au parti.

Yémen du Sud

UN TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION a été signé entre le Yémen du Sud et la République démocratique du Yémen. Le traité vise à renforcer les liens entre les deux pays et à promouvoir la coopération économique et culturelle.

Le Monde

politique

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Fillioud (P.S.) reproche au gouvernement d'avoir « étouffé l'affaire des diamants »

Submergé par la flottement de l'Assemblée nationale, le ministre de la Culture, M. Fillioud (P.S.), qui reproche au gouvernement d'avoir « étouffé l'affaire des diamants du président », s'exprime sur les accusations portées par M. Juquin (P.C.) qui a dénoncé l'ingérence « subtile et dissimulée » de l'Elysée à la radio et à la télévision. M. Leca a été bien gardé de répondre sur le fond. Le terrain était miné.

Le ministre de la culture et de la communication a préféré adopter un ton plaisant pour

railler ses deux procureurs qu'il a comparés, devant la tribune « terror » qui régnait à la télévision, à l'est « étouffé » n'importe par une personne ou plusieurs personnes. M. Juquin, il a affirmé : « Je n'ai menacé personne ».

Venant au secours du ministre, M. Péricard (R.P.) affirme que la télévision n'était pas ce

repère de « voyants et de brigands » que l'opposition voulait subvertir. M. Leca, M. Leroy (P.C.), au nom du pluralisme, releva une fois de plus la solitude « du journaliste communiste de la télévision ».

Débat de journalistes d'abord, avec MM. Fillioud, Péricard et Leroy, puis des rapports entre la presse et le pouvoir, cette discussion budgétaire permit aux députés de tous les groupes politiques de l'Assemblée d'insister sur

● Culture et communications : Priorité au patrimoine

Vendredi 26 octobre, l'Assemblée nationale examine le budget de la culture et de la communication. Les crédits de la culture s'élèvent à 654 millions et marquent un progrès de 1,98 % par rapport à 1978. (Voir l'article de l'édition du 27 octobre.)

M. TISSANDIER (U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la culture, déclare que si les crédits d'équipement destinés aux musées, aux monuments historiques sont en progrès (240,3 millions en 1979, 213,3 millions en 1978), les crédits d'entretien sont en diminution puisqu'ils passent de 82,9 millions à 69,9 millions. Il indique d'autre part que le Centre Georges-Pompidou recevra 180 millions, et rapporte l'importance de la commission des finances à propos de la « double progression des subventions de fonctionnement et d'investissement ».

M. FILLIOUD (P.S.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la culture, indique que le budget « a proposé de changer, mais ne dit

rien de l'enseignement de la danse et de l'enseignement de la culture », indique qu'il a recueilli des déclarations de M. Jack Lang (le Monde du 28 octobre) : « Elles reflètent un certain mal-être pour tous ceux qui n'ont pas accès au même niveau de connaissances que leur aïeul, qui ne peuvent pas accéder à la culture ».

M. FILLIOUD (P.S.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la culture, déclare que M. Leca a été bien gardé de répondre sur le fond. Le terrain était miné.

M. FILLIOUD (P.S.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la culture, déclare que M. Leca a été bien gardé de répondre sur le fond. Le terrain était miné.

observe que « les forces politiques qui soutiennent le ministre de la culture sont favorables à la préservation de la télévision ».

M. LEROT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la culture, déclare que M. Leca a été bien gardé de répondre sur le fond. Le terrain était miné.

M. LEROT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la culture, déclare que M. Leca a été bien gardé de répondre sur le fond. Le terrain était miné.

● Information : Le pluralisme en question

Les députés examinent enfin le budget de l'information. M. SALIS (R.P.), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'information, déclare que le budget de l'information est en diminution de 1,98 % par rapport à 1978.

M. LEROT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour l'information, déclare que le budget de l'information est en diminution de 1,98 % par rapport à 1978.

M. LEROT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour l'information, déclare que le budget de l'information est en diminution de 1,98 % par rapport à 1978.

Libres opinions Un peu de lumière sur l'hémicycle

par CLAUDE LABBÉ (*)

Il paraît que l'Assemblée nationale, selon certains observateurs, aurait donné tout dernier spectacle de la confusion, de l'absence de direction, de l'absence de volonté, de l'absence de compétence. Pourtant, nous sommes loin de ces conclusions. L'Assemblée nationale est une institution qui a su, à travers les siècles, maintenir une certaine stabilité, une certaine continuité, une certaine efficacité.

Il est vrai que l'Assemblée nationale a connu, au cours de sa longue histoire, de nombreuses crises, de nombreuses difficultés, de nombreuses épreuves. Mais elle a toujours su surmonter ces épreuves, elle a toujours su retrouver son sens, son rôle, son importance.

Il est vrai que l'Assemblée nationale a connu, au cours de sa longue histoire, de nombreuses crises, de nombreuses difficultés, de nombreuses épreuves. Mais elle a toujours su surmonter ces épreuves, elle a toujours su retrouver son sens, son rôle, son importance.

● Radio-télévision : M. JUQUIN (P.C.) dénonce l'ingérence de l'Elysée

L'Assemblée nationale examine le budget de la radio-télévision. Les crédits de la radio-télévision s'élèvent à 654 millions et marquent un progrès de 1,98 % par rapport à 1978.

M. JUQUIN (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la radio-télévision, déclare que le budget de la radio-télévision est en diminution de 1,98 % par rapport à 1978.

M. JUQUIN (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la radio-télévision, déclare que le budget de la radio-télévision est en diminution de 1,98 % par rapport à 1978.

● La protection des éleveurs de moutons Les responsabilités locales

Répondant à une question de M. JEAN CLUZEL (Union centriste, Allier) sur la concurrence britannique à nos éleveurs de moutons, M. MATHIEU (P.C.), ministre de l'Agriculture, a répondu que le gouvernement français était favorable à la protection des éleveurs de moutons.

M. MATHIEU (P.C.), ministre de l'Agriculture, a répondu que le gouvernement français était favorable à la protection des éleveurs de moutons.

M. MATHIEU (P.C.), ministre de l'Agriculture, a répondu que le gouvernement français était favorable à la protection des éleveurs de moutons.

Mme Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Mme Giscard d'Estaing a été reçue par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'Élysée, le 27 octobre 1979.

Mme Giscard d'Estaing a été reçue par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'Élysée, le 27 octobre 1979.

M. LANGUMIER (P.S.) Le maire de Montgeron

M. Langumier (P.S.), maire de Montgeron, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

M. Langumier (P.S.), maire de Montgeron, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

M. Langumier (P.S.), maire de Montgeron, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

Le chah

Le chah, National, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

Le chah, National, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

Le chah, National, a été élu député de la 10^{ème} circonscription de Paris, le 27 octobre 1979.

مكتبة ابن الراس

Le Monde

POINT DE VUE

La conciliation : une bonne initiative qui aurait pu réussir

par
ROBERT CHOIGNARD (*)

Les préfets, les maires, n'hésitent pas à faire appel à ces médiateurs bénévoles. Sans doute, sans écart, la plus souvent à leur frais, ils ont à leur disposition des solutions à des affaires répétitives, insolubles à résoudre, ils sont les meilleurs facteurs de paix sociale jamais utilisés.

Pourquoi cette idée géniale, cette initiative utile, risque-t-elle de tourner court ? Pourquoi cette déception chez des conciliateurs qui n'ont pas demandé le renouvellement de leur mission, ou qui s'arrêteront de la faire ? Et pourquoi cette déception chez les citoyens qui ont accepté de leur mission, ou qui s'arrêteront de la faire ?

Tout d'abord, en raison des conséquences qu'il est de supporter de leur mission. L'absence de techniciens de la conciliation, ni le décret du 20 mars 1978, qui institue la mission de conciliation, ni les instructions ministérielles ont prévu le remboursement de leurs frais. Les conciliateurs, qui ont à leur disposition un bureau dans un local, ont à leur disposition un bureau dans un local, ont à leur disposition un bureau dans un local.

À Bilbao
LE PROCÈS DES ONZE FEMMES
POUR SUITES
POUR AVORTEMENT
EST AJOURNÉ « SINE DIE »

Bilbao (Basque, A.P.). — Le procès des onze femmes poursuivies pour avoir pratiqué ou subi des avortements (Le Monde du 25 octobre 1979) a été ajourné sine die à la date du 25 octobre à Bilbao, deux des accusées n'étant pas présentes au tribunal.

La défense a protesté contre cet ajournement. Des représentants des mouvements féministes ont en revanche, qualifié cette décision de grande victoire. Ils ont en effet, qualifié cette décision de grande victoire.

Quelques incidents ont eu lieu. Plusieurs dizaines d'avocats, dont certains venus de l'étranger, ont pour le procès des onze femmes, ont pour le procès des onze femmes, ont pour le procès des onze femmes.

Justice
LE PROCÈS DU TALC MORHANGE DEVANT LE TRIBUNAL DE PONTOISE

Mauvaise réputation

D'après trois audiences, devant le tribunal de Pontoise, que préside M. Victor Grifflin, le procès du talc Morhange — dans lequel, en 1972, une dose de 0,50 % d'hexachlorophène avait été introduit par erreur, causant l'intoxication de deux cent quatre-vingt enfants, dont trente-deux sont morts — (Le Monde du 4 octobre) — est devenu celui de l'hexachlorophène avec l'indication de plusieurs experts qui ne disent rien de bon, ou de pire, que ce soit le dosage.

C'est un règlementaire contre l'hexachlorophène et la firme Givaudan son inventeur et son distributeur — qu'a prononcé le docteur Gilbert Martin-Bouyer, maître de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, qui a réalisé une expertise après l'accident du talc Morhange. Selon lui, l'hexachlorophène est un produit dangereux et toxique, et ce à la suite d'une découverte, en 1939, Givaudan, dit-il, n'a jamais été complètement la toxicité de l'hexachlorophène et a donné des informations fausses sur ses propriétés. Givaudan, pour des raisons commerciales, a évité d'informer ses clients. A l'Institut scientifique de la santé, Givaudan, a indiqué le docteur Martin-Bouyer, a été complètement mal documenté sur la toxicité de l'hexachlorophène et a donné des informations fausses sur ses propriétés.

Le docteur Martin-Bouyer a également produit plusieurs films en couleurs (quatre-vingt-dix minutes au total) consignant l'observation clinique de dix bébés malades traités à l'hexachlorophène (de 0,50 %), comme il est recommandé, à

par
ROBERT CHOIGNARD (*)

Les préfets, les maires, n'hésitent pas à faire appel à ces médiateurs bénévoles. Sans doute, sans écart, la plus souvent à leur frais, ils ont à leur disposition des solutions à des affaires répétitives, insolubles à résoudre, ils sont les meilleurs facteurs de paix sociale jamais utilisés.

Pourquoi cette idée géniale, cette initiative utile, risque-t-elle de tourner court ? Pourquoi cette déception chez des conciliateurs qui n'ont pas demandé le renouvellement de leur mission, ou qui s'arrêteront de la faire ? Et pourquoi cette déception chez les citoyens qui ont accepté de leur mission, ou qui s'arrêteront de la faire ?

Tout d'abord, en raison des conséquences qu'il est de supporter de leur mission. L'absence de techniciens de la conciliation, ni le décret du 20 mars 1978, qui institue la mission de conciliation, ni les instructions ministérielles ont prévu le remboursement de leurs frais.

À Bilbao
LE PROCÈS DES ONZE FEMMES
POUR SUITES
POUR AVORTEMENT
EST AJOURNÉ « SINE DIE »

Bilbao (Basque, A.P.). — Le procès des onze femmes poursuivies pour avoir pratiqué ou subi des avortements (Le Monde du 25 octobre 1979) a été ajourné sine die à la date du 25 octobre à Bilbao, deux des accusées n'étant pas présentes au tribunal.

La défense a protesté contre cet ajournement. Des représentants des mouvements féministes ont en revanche, qualifié cette décision de grande victoire. Ils ont en effet, qualifié cette décision de grande victoire.

Quelques incidents ont eu lieu. Plusieurs dizaines d'avocats, dont certains venus de l'étranger, ont pour le procès des onze femmes, ont pour le procès des onze femmes, ont pour le procès des onze femmes.

Justice
LE PROCÈS DU TALC MORHANGE DEVANT LE TRIBUNAL DE PONTOISE

Mauvaise réputation

D'après trois audiences, devant le tribunal de Pontoise, que préside M. Victor Grifflin, le procès du talc Morhange — dans lequel, en 1972, une dose de 0,50 % d'hexachlorophène avait été introduit par erreur, causant l'intoxication de deux cent quatre-vingt enfants, dont trente-deux sont morts — (Le Monde du 4 octobre) — est devenu celui de l'hexachlorophène avec l'indication de plusieurs experts qui ne disent rien de bon, ou de pire, que ce soit le dosage.

C'est un règlementaire contre l'hexachlorophène et la firme Givaudan son inventeur et son distributeur — qu'a prononcé le docteur Gilbert Martin-Bouyer, maître de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, qui a réalisé une expertise après l'accident du talc Morhange. Selon lui, l'hexachlorophène est un produit dangereux et toxique, et ce à la suite d'une découverte, en 1939, Givaudan, dit-il, n'a jamais été complètement la toxicité de l'hexachlorophène et a donné des informations fausses sur ses propriétés. Givaudan, pour des raisons commerciales, a évité d'informer ses clients. A l'Institut scientifique de la santé, Givaudan, a indiqué le docteur Martin-Bouyer, a été complètement mal documenté sur la toxicité de l'hexachlorophène et a donné des informations fausses sur ses propriétés.

Société

Malgré l'opposition de nombreux résidents

LE CONSEIL MUNICIPAL DE SÈVRES SE DÉCLARE FAVORABLE À L'IMPLANTATION D'UN FOYER POUR HANDICAPÉS

Le conseil municipal (dont on a vu la composition à la page 12) s'est réuni le 25 octobre, le projet d'implantation, par l'association Perte-Mat, d'un foyer pour vingt et un handicapés mentaux dans le quartier de la Châtaigneraie, malgré l'opposition de nombreux résidents.

Bien vite, deux d'handicapés se sont opposés en France. D'un côté, les nostalgiques du préjudice d'un d'handicapé, et de l'autre, ceux qui se voient méprisés, au sein même du mot (qui se sent au milieu). Minors, privilège d'un contrat (qui) ont favorisé, tout en respectant la volonté des individus en présence.

Deux propositions de regroupement national ont été soumises à la municipalité. La première s'est concrétisée par la création d'une association Les Conciliateurs Juifs. Comme son nom l'indique, elle ne cache pas la couleur juive qu'elle entend donner à la mission de conciliation, alors que M. Poyrette a répondu à plusieurs reprises que « les conciliateurs n'appartiennent pas au corps judiciaire », ni comme magistrats, ni comme conseillers de la justice.

La seconde proposition était la création d'un Comité national des conciliateurs civils, organisme qui serait reconnu d'utilité publique, regroupant gratuitement tous les conciliateurs légalement désignés et financé par des dotations départementales ou régionales.

Le cabinet ministériel, composé en majorité de magistrats, a tranché en faveur de la première proposition, qui encourageait et finançait la création d'un organisme, alors que la seconde était bloquée et enterrée.

Le 27 octobre, le conseil municipal s'est réuni à nouveau. Le projet de loi de 1978, qui institue la mission de conciliation, a été discuté. Les conciliateurs ont été élus, et les magistrats ont été élus.

La solution était peut-être de créer un organisme de conciliation au sein du ministère de l'Intérieur et de nommer des conciliateurs sur proposition des magistrats et de la justice.

Les experts, les résultats scientifiques, ont été discutés. Les experts, les résultats scientifiques, ont été discutés. Les experts, les résultats scientifiques, ont été discutés.

Le tribunal correctionnel de Strasbourg vient de condamner M. Robert Choignard, président d'association spécialisée dans l'hexachlorophène, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et à 1 franc d'amende par jour d'absence.

Un enfant, aujourd'hui âgé de trois ans, avait été placé par son père dans une famille d'accueil. L'enfant, aujourd'hui âgé de trois ans, avait été placé par son père dans une famille d'accueil.

Dans l'Euremarché de Boussy-Saint-Antoine

Une « nouvelle race » de vigiles

Avec son 1,60 mètre et ses 33 kilos, ce n'est certes pas un bagarreur. Mais il l'avoue sans détour. Ses lui, cela relève du refus : il ne supporte pas l'insulte et la violence gratuite. C'est peut-être pour cela que le sang de M. Marcel Marceau, à l'heure de la SNESMA, ne fit qu'un tour mardi 16 octobre, en entrant dans l'Euremarché de Boussy-Saint-Antoine (Seine-et-Marne).

« J'ai tout de suite vu, dit-il, des signes que l'on n'habitue pas à ce genre de comportement. J'ai vu des signes que l'on n'habitue pas à ce genre de comportement. J'ai vu des signes que l'on n'habitue pas à ce genre de comportement.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

Des inégalités

Trois

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

« On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher. On ne fait rien contre ces choses, dit-il, mais il faut les empêcher.

